

## DANEMARK

La reprise va probablement se renforcer progressivement sous l'effet de l'expansion des échanges mondiaux et se généraliser à mesure que la demande intérieure privée progressera. L'économie étant encore fort déprimée, l'inflation devra rester faible.

La mise en œuvre du programme d'assainissement des finances publiques permettrait de ramener le budget sur une trajectoire conforme aux objectifs à long terme. Il faut toutefois pour cela que le gouvernement mette à exécution ses plans de réduction de la croissance de la consommation publique sans les dérives caractéristiques du passé surtout au niveau des collectivités locales. Afin de limiter les distorsions dans l'offre de main-d'œuvre, les majorations d'impôt sur le revenu envisagées pourraient être en partie remplacées par des mesures visant à améliorer l'efficacité des dépenses publiques.

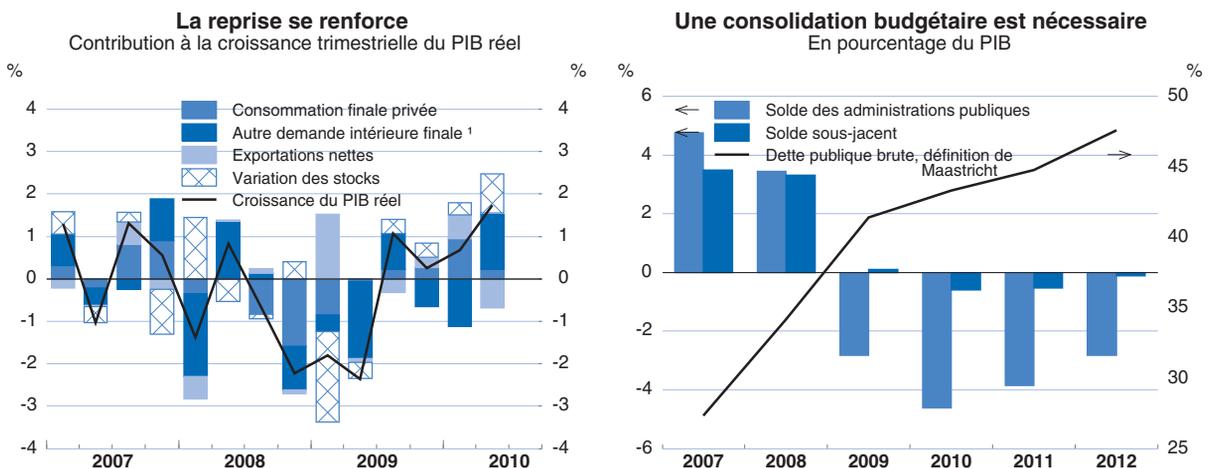
### La reprise s'est renforcée

La reprise économique dure maintenant depuis plus d'un an, avec une vigoureuse expansion au deuxième trimestre de 2010. Le rebond avait été induit, au départ, par la demande publique et la consommation privée, dynamisées par une puissante relance budgétaire et monétaire. Plus récemment, le cycle de formation de stocks s'est retourné et les exportations et l'investissement privé ont fortement augmenté au deuxième trimestre. Les indicateurs à court terme du côté de l'offre laissent prévoir une croissance plus lente pendant le reste de l'année dans la plupart des secteurs, à l'exception des industries manufacturières. La confiance des consommateurs, malgré une légère baisse, reste supérieure à sa moyenne sur longue période.

### Le marché du travail donne des signes d'amélioration

L'emploi progresse depuis le début de 2010, tiré par le secteur public et, plus récemment, par la demande privée. Malgré des taux d'activité relativement élevés, le chômage a continué de monter ; il en a été de même pour le chômage de longue durée, mais le niveau de départ était

### Danemark



1. Comprend la formation brute de capital fixe, la consommation des administrations publiques et un écart statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932353184>

## Danemark : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de DKK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	821.7	-0.2	-4.6	3.0	1.6	2.2
Consommation publique	439.1	1.6	3.4	2.0	-0.3	0.3
Formation brute de capital fixe	376.6	-4.8	-13.0	-3.9	4.4	6.2
Demande intérieure finale	1 637.3	-0.8	-4.2	1.4	1.5	2.3
Variation des stocks <sup>1</sup>	12.9	0.3	-2.0	1.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 650.2	-0.5	-6.2	2.2	1.5	2.3
Exportations de biens et services	886.4	2.4	-10.2	3.7	4.5	5.1
Importations de biens et services	845.1	3.3	-13.2	4.1	5.5	6.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	41.3	-0.4	1.3	-0.1	-0.2	-0.1
PIB aux prix du marché	1 691.5	-0.9	-4.7	2.2	1.6	2.1
Déflateur du PIB	—	3.6	0.4	2.9	1.0	2.0
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	3.4	1.3	2.3	1.4	1.5
Déflateur de la consommation privée	—	3.2	1.4	2.4	1.4	1.5
Taux de chômage <sup>2</sup>	—	3.2	5.9	7.2	7.2	6.5
Taux d'épargne des ménages <sup>3</sup>	—	-2.8	0.1	-1.2	-2.3	-2.5
Solde des administrations publiques <sup>4</sup>	—	3.4	-2.8	-4.6	-3.9	-2.8
Balance des opérations courantes <sup>4</sup>	—	2.7	3.6	4.4	4.4	4.8

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

- Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
- Sur la base de l'enquête de la population active, diffère du taux de chômage déclaré.
- En pourcentage du revenu disponible, consommation de capital fixe des ménages exclue.
- En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354932>

plus bas. La hausse des salaires ne s'étant que légèrement décélérée, l'emploi se redressera lentement et le chômage n'amorcera probablement pas de baisse avant 2011.

### Les conditions financières se normalisent

Le crédit bancaire aux ménages et aux entreprises est resté à peu près stationnaire au premier semestre de l'année. Le marché du logement semble devoir se redresser, et les prix immobiliers se stabilisent. Les cours des actions continuent de monter.

### Les politiques économiques soutiendront moins

Le gouvernement a adopté un Accord de consolidation budgétaire en mai 2010 afin d'assainir les finances des administrations publiques équivalant à un effort budgétaire de 1.5 % du PIB sur la période 2011-13. Cet accord prévoit un gel de la progression de la consommation publique en termes réels. Les prévisions actuelles reposent sur l'hypothèse selon laquelle l'accord sera mis en œuvre intégralement. Cependant, pour que la consolidation budgétaire réussisse, il faudra freiner sensiblement la croissance de la consommation publique, ce qui sera peut-être difficile à réaliser en 2010. Le gouvernement attend de ce plan qu'il améliore les incitations sur le marché du travail et stimule l'emploi. La réduction de la

durée des indemnités de chômage incitera davantage les chômeurs à rechercher un emploi. Cette mesure ne sera qu'en partie neutralisée par la décision de geler les seuils nominaux d'imposition, qui accroît les taux effectifs d'imposition marginale. En 2011, les conditions monétaires seront très stimulantes, mais cet effet sera moins marqué en 2012.

**La reprise sera tirée à la fois par la demande extérieure et par la demande privée**

Après un léger ralentissement temporaire au second semestre de 2010, la reprise semble devoir retrouver progressivement de la vigueur. La demande publique contribuera moins à la croissance, mais la demande privée prendra le relais. Les exportations profiteront de l'expansion du commerce mondial et l'investissement des entreprises va s'intensifier, le ratio investissement-PIB se rapprochant de son niveau d'avant la crise à la fin de 2012. La croissance de la consommation privée sera sans doute faible en 2011, mais elle pourrait s'accélérer en 2012 à la faveur d'une amélioration des conditions sur le marché du travail. La croissance étant induite principalement par la demande privée, les importations vont sans doute aussi marquer une forte progression. L'inflation restera probablement contenue du fait qu'il subsistera un large volet de capacités inutilisées.

**Les risques sont liés principalement à la mise en œuvre du programme de consolidation budgétaire**

La reprise pourrait être plus faible si le gouvernement n'arrive pas à réduire la consommation publique et décide de nouvelles majorations d'impôts pouvant avoir des effets défavorables sur l'offre de main-d'œuvre. Elle pourrait aussi être plus prononcée, surtout au-delà du court terme, si le plan est mis à profit pour entreprendre des réformes structurelles visant à renforcer les gains de productivité. Un des risques serait que le marché du logement ne se stabilise pas rapidement malgré le bas niveau des taux d'intérêt et que les effets bénéfiques du dynamisme des échanges mondiaux sur les exportations soient moins sensibles si l'amélioration de la compétitivité est moins marquée que prévu.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2010-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2010), « Danemark », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2010-2-17-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-17-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).